

CADRE DE COMPENSATION MDE

« Bilan 2021 des placements des actions de MDE
et proposition d'évolution du cadre de compensation »

Comité MDE

Collectivité Territoriale de Guyane
ADEME Guyane
DGTM Guyane
EDF Guyane

ZNI :

Guyane

Monsieur Jean-François CARENCO
Président de la Commission de régulation de l'énergie
15 rue Pasquier,
75379 Paris Cedex 08

Objet : Bilan 2021 des placements des actions de MDE et mise à jour des indicateurs prévisionnels de la Guyane

Monsieur le Président,

Conformément aux délibérations de la Commission de régulation de l'énergie du 2 février 2017 et du 17 janvier 2019, vous trouverez ci-joint le bilan des actions de MDE pour l'année 2021, un certain nombre de propositions de nouvelles actions ou d'évolution des actions du cadre de compensation ainsi que la mise à jour des indicateurs prévisionnels présentés dans le cadre de compensation initial de la Guyane.

En dépit d'un contexte sanitaire peu favorable, l'année 2021 a témoigné d'une poursuite des placements ambitieux d'offres standardisées tous secteurs (résidentiel, tertiaire et industrie) et tous marchés (notamment : isolation thermique, climatisation performante, Chauffe-eau solaire). Le déploiement d'importance sur les communes de l'intérieur, qui avait marqué l'année 2019, n'a malheureusement pas pu être renouvelé, essentiellement pour des questions de logistique et de porteurs inexistantes (absence de distributeurs pour l'action froid ménager par exemple), même si on observe une pénétration d'actions d'isolation de toiture, d'eau chaude solaire et de climatisation dans le secteur résidentiel.

Ces placements ont exposé la CRE à la prise en charge d'un peu plus de 19 millions d'euros de charges de SPE, avec un niveau d'efficience globale qui reste excellent.

Une partie des études marketing attendues par les services de la CRE dès l'année de mise en place du cadre, relative à l'élasticité des primes et à la satisfaction client, a pu être réalisée en 2021 et a permis de conforter les niveaux de prime sur les actions les plus emblématiques du cadre de compensation guyanais.

Dans la continuité des pratiques initiées les années précédentes, des contrôles administratifs et terrain ont été réalisés, avec une intensification des contrôles terrain : passage de 2,5 à près de 17 % de taux de contrôles terrain dans le marché de masse et de 66 à 100 % sur le marché d'affaires.

Si aucune action de communication propre au comité MDE n'a pu être opérée en 2021, le déploiement d'un espace FAIRE, de l'étude de préfiguration du programme SARE ainsi que le déploiement de programmes CEE de sensibilisation aux économies d'énergie au sens large et adressant différentes typologies de clients ont néanmoins permis de promouvoir la maîtrise de la demande en énergie sur le territoire de la Guyane et de mettre en avant les actions portées par le cadre territorial de compensation.

Vous trouverez donc, ci-joint, le dossier présentant le bilan 2021 des « petites » actions de MDE pour la Guyane, détaillant l'ensemble des points résumés précédemment.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, nos plus cordiales salutations.

Le président de la
Collectivité Territoriale
de Guyane

Le directeur régional
de l'ADEME Guyane

Le Directeur de la
DGTM de Guyane

Le directeur d'EDF
Guyane

Table des matières

1. BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2021 ET PROPOSITIONS D'EVOLUTIONS	4
1.1.BILAN DES ACTIONS DE MDE PAR SEGMENT DE CLIENTELE	4
1.1.1. Secteur résidentiel.....	4
1.1.2. Secteur tertiaire et industriel	5
1.1.3. Collectivités	6
1.1.4. Actions non standard.....	7
1.2.PROPOSITION D'EVOLUTIONS/ NOUVELLES OFFRES	7
1.2.1. Secteur Résidentiel.....	7
1.2.2. Secteur Tertiaire et Industrie	8
1.3.BILAN DES AUTRES VOLETS DU CADRE DE COMPENSATION	9
1.3.1. Communication, sensibilisation et accompagnement	9
1.3.2. Résultats des études.....	10
1.3.3. Programmes CEE	12
1.3.4. Contrôles	15
1.4.COMPARAISON SUR L'ANNEE 2021 ENTRE LES OBJECTIFS REALISES ET PREVISIONNELS.....	16
1.4.1. Actions standard :.....	16
1.4.2. Actions non standard.....	18
2. ANNEXE	18
2.1.DETAILS DES ACTIONS NON STANDARDS SELON DELIBERATION DE LA COMPTABILITE APPROPRIEE	18

1. BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2021 ET PROPOSITIONS D'EVOLUTIONS

1.1. Bilan des actions de MDE par segment de clientèle

Les actions standard et non standard réalisées en 2021 représentent un montant total de 19,92 M€ de primes versées, ce qui correspond à un financement de 19,24 M€ par les charges de service public de l'énergie (SPE) et par les recettes CEE, et ce qui devrait permettre d'éviter 141,76 M€ de surcoûts de production, engendrant ainsi une économie nette de charges de SPE de 122,55 M€ sur la durée de vie des dispositifs de MDE, qui s'étale de 3 à 30 ans. En termes d'économie d'énergie, les gains de ces actions sont estimés à 31,98 GWh par an, sur la durée de vie des différents dispositifs, ce qui devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 12 390 tonnes équivalent CO₂ par an.

Les économies d'énergie se décomposent de la façon suivante :

- 21,80 GWh évités par an sur le segment résidentiel (68 %) ;
- 10,18 GWh évités par an sur les segments tertiaire et industriel (32 %) ;
- 0 GWh évités sur le segment des collectivités (0 %).

L'objectif initial de 2021, qui devait entraîner 21,70 GWh d'économies d'énergie, a été dépassé de plus de 47 %, entraînant un dépassement de l'objectif initial de charges brutes de SPE qui était à 13,93 M€ (dépassement de 43,33 %).

Conformément à l'année 2020, cette performance est principalement le fait des actions de climatisation performantes (40,4 % des primes versées), d'isolation thermique/protection solaire (25 % des primes versées) et d'eau chaude sanitaire solaire (33 % des primes versées). On retrouve également quelques placements en électroménager performant (froid) avec un peu moins de 1,4 % du montant total de primes versées et en éclairage performant dans le secteur tertiaire (0,01 %).

L'augmentation des placements dans le secteur Tertiaire/Industrie observée en 2020 se confirme avec 23 % du montant total des primes versées relatives à ce secteur. Sur ces secteurs, les placements sont essentiellement cantonnés aux actions de climatisation performante (avec 61 % du montant total des primes versées sur ces secteurs) et d'isolation thermique et protection solaire (38 % des primes versées sur ces secteurs). Contrairement au secteur résidentiel, l'eau chaude solaire n'a pas fait l'objet de prime en 2021. Ceci s'explique principalement par le fait que le niveau de prime sur l'eau chaude solaire collective, qui avait été sous-estimée par le comité MDE en 2019, n'a été revu à la hausse qu'en début de second trimestre, avec très peu de communication autour de ce nouveau niveau de prime.

Côté secteur Résidentiel, qui représente 77 % du total des primes versées, on retrouve la même répartition, avec 31 % du montant des primes versées sur ce secteur dédiées à la climatisation performante, 25% pour des travaux d'isolation thermique ou de protection solaire et 42 % pour de l'eau chaude solaire sanitaire (+ 2% des primes du secteur Résidentiel versées dédiées au froid électroménager performant).

Pas d'opérations relevées en 2021 pour le secteur Collectivités qui, dans le cadre territorial de Guyane, est restreint aux opérations de rénovation de l'éclairage public.

Ces éléments, ajoutés à ceux des années précédentes, laissent à penser que l'objectif global initial du cadre devrait être dépassé à l'issue des 5 années d'exécution, avec des économies d'énergie supérieures d'environ 38%.

1.1.1. Secteur résidentiel

Dans le secteur résidentiel, on observe une poursuite du **déploiement massif de l'isolation des combles et toitures**, avec des placements qui dépassent l'objectif de près de 21 %, malgré une petite baisse par rapport à l'année 2020. On note également un démarrage, bien que timide, de **l'isolation des murs** chez les particuliers.

Les communes de l'intérieur sont malheureusement peu touchées par ce déploiement (4 238 m² sur les 275 311 relevés) qui, en dépit des aides supplémentaires, reste compliqué à organiser pour et par les entreprises partenaires.

Au niveau de *l'eau chaude sanitaire solaire*, on note également une poursuite du déploiement, que ce soit dans le neuf ou dans l'existant, avec **une augmentation, significative dans le neuf (+62 %)**, des placements par rapport à 2020.

La climatisation performante a également vu son déploiement soutenu au cours de l'année 2021, et ce en dépit de l'arrêt, dès le 1er mars 2021, des offres relatives à la classe énergétique A++. L'anticipation avec les distributeurs et les partenaires avait permis de préparer le transfert vers la classe énergétique supérieure (A+++) en termes de disponibilité.

Enfin, après une année 2020 marquée par l'absence de placements au niveau des appareils de réfrigération ménager, on note un peu moins de 3000 placements pour l'année 2021, qui reste malgré tout en berne par rapport à

l'année 2019. Les résultats de l'étude marketing menée auprès des ménages, dont les détails sont présentés après, permettent de voir que le montant de la prime prévu sur cette offre apparaît comme peu incitatif, au regard de prix encore très élevés pour des appareils de classes énergétiques supérieures.

1.1.1.1. Confort thermique

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Isolation des combles et toitures	375 746 m ²	228 269 m ²	275 311 m ²	- 27%	
Réduction des apports solaires par la toiture	0 m ²	13 073 m ²	0 m ²	–	
Isolation des murs	309 m ²	1 206 m ²	1 759 m ²	+ 469 %	En 2019 et 2020, l'action peinait à trouver écho auprès des populations. L'évolution 2020-2021 paraît donc énorme, mais on ne peut que s'en féliciter (Dépassement des objectifs de 45 %).

1.1.1.2. Eau chaude solaire

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Chauffe-eau solaire individuel neuf	385	971	624	+62 %	
Chauffe-eau solaire individuel existant	3 216	963	3 720	+16 %	Les objectifs n'ayant pas été modifiés, on retrouve un taux de placement très largement supérieur aux objectifs mais en phase, en comparaison, avec les placements observés en 2020.

1.1.1.3. Climatisation & ventilation

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Climatisation performante de classe A++	2 008	0	452	-77,49%	Quelques placements résiduels comptabilisés en 2021, mais cette offre s'est éteinte à compter du 1 ^{er} mars 2021.
Climatisation performante de classe A+++	5 721	2 402	9 125	+ 60%	

1.1.1.4. Appareils de réfrigération

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Appareil de réfrigération ménager de classe A++ ou A+++	0	3 990	2 962	–	Aucun placement n'avait été enregistré en 2020, mais une évolution en baisse comparativement aux placements de 2019 (-67 %).

1.1.2. Secteur tertiaire et industriel

Dans les secteurs tertiaire et industriel, on note une **baisse marquée des placements en isolation de toitures et combles**, avec – 34 % par rapport à l'année 2020, mais le niveau de placement reste très élevé en comparaison à l'objectif initial.

De la même manière, l'isolation des murs a enregistré un fort recul par rapport à l'année 2020 et reste en retrait, même compte-tenu de l'objectif initial (- 55 % de l'objectif initial).

On note l'apparition de quelques placements sur l'offre de réduction des apports solaires par la toiture, qui reste elle-même néanmoins moins déployée que l'isolation de toitures.

De façon globale, les placements, sur l'ensemble des actions, ont diminué plus ou moins fortement sur les secteurs Tertiaire/Industrie, hormis pour la climatisation performante. Cette baisse est essentiellement due au fait que l'année 2020 avait été marquée par la remontée de chiffres correspondant à des affaires emblématiques, telles que la construction du Centre Hospitalier de l'Ouest Guyanais (CHOG) ou du pas de tir du futur lanceur ARIANE 6, qui avaient boosté les chiffres, que ce soit sur le segment tertiaire (isolation, process) ou sur le segment industriel

(récupération de chaleur). Ces opérations n'étant pas renouvelables chaque année, l'année 2021 enregistre des placements moindres, en comparaison avec l'année précédente.

Certains projets de construction à grande échelle (collèges, lycées, cités scolaire ou judiciaire, commissariat,), laissent présager de placements supérieurs sur les deux dernières années de déploiement du cadre de compensation.

1.1.2.1. Confort thermique

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Isolation des combles et toitures	121 530 m ²	2 637 m ²	79 748 m ²	- 34%	
Réduction des apports solaires par la toiture	0 m ²	4 161 m ²	2 648 m ²	–	
Isolation des murs	8 313 m ²	3 802 m ²	1 705 m ²	-79 %	

1.1.2.2. Climatisation, Ventilation & Process

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Climatisation performante de classe A++	2 475	0	1 089	-56%	Quelques placements résiduels comptabilisés en 2021, mais cette offre s'est éteinte à compter du 1 ^{er} mars 2021
Climatisation performante de classe A+++	1 433	1 848	3 909	+ 173%	
Récupération de chaleur sur un groupe de production de froid (IND)	2 734 kW	530 kW	54 kW	-98%	Une baisse significative comparativement à l'année 2020, de fait d'actions emblématiques de rénovation de groupes sur Centre Spatial Guyanais, ainsi que la réalisation d'installations spécifique en vue du futur lanceur ARIANE 6.

Il est à noter que, conformément à ce qui a été convenu avec les services de la CRE, face à l'absence de climatiseurs de classe énergétique A+++ pour des puissances supérieures à 12 000 BTU/h, l'offre de climatisation performante de classe A++ qui avait été retirée au 1^{er} mars 2020, sera reconduite pour l'année 2022 uniquement, le temps de mobiliser la filière autour de l'approvisionnement d'appareils de classe énergétique supérieure sur tout le panel de puissances.

Les modalités d'application de cette offre seront les mêmes que pour l'offre de climatisation performante de classe A+++ , avec des niveaux de prime par puissance détaillés dans le tableau ci-après.

Puissance (BTU/h)	Littoral	CI accès routier	CI accès fluvial et/ou aérien
9 000	0 €	0 €	0 €
12 000	0 €	0 €	0 €
15 000	250 €	310 €	430 €
18 000	300 €	380 €	530 €
21 000	350 €	440 €	620 €
24 000	400 €	500 €	700 €
28 000	470 €	580 €	820 €

1.1.2.3. Eclairage

Résultat 2021	Réalisé 2020	Objectif 2021	Réalisé 2021	Evolution 2020-2021 (%)	Commentaires
Luminaire d'éclairage général à modules LED	264	3 376	106	-59,85%	Diminution importante du fait de l'évolution de la fiche CEE (nécessité d'une étude d'éclairage faite par un BE certifié RGE Etudes, inexistant sur le territoire, en plus de très nombreux critères d'éligibilité des luminaires)

1.1.3. Collectivités

Aucune action Collectivité n'a été répertoriée sur l'année 2021 pour le segment Collectivités. Il est à noter que ce segment ne regroupe, dans le cadre territorial de Guyane, que les opérations de rénovation d'éclairage public.

1.1.4. Actions non standard

La seule action non standard enregistrée au cours de l'année 2021 est relative à l'installation d'un système de climatisation de type DRV sur une extension d'un lycée.

On retrouve ainsi un bilan des actions Non Standard très rapide dans le tableau ci-après.

	Réel	Prévisionnel
Prime (k€)	9,86	171
Surcoûts de production évités (k€)	42,621	1 327,70
Charges brutes de SPE (k€)	11,438	342,44
Economies d'énergies (MWh/an)	11,064	846,98

1.2. Proposition d'évolutions/ Nouvelles offres

1.2.1. Secteur Résidentiel

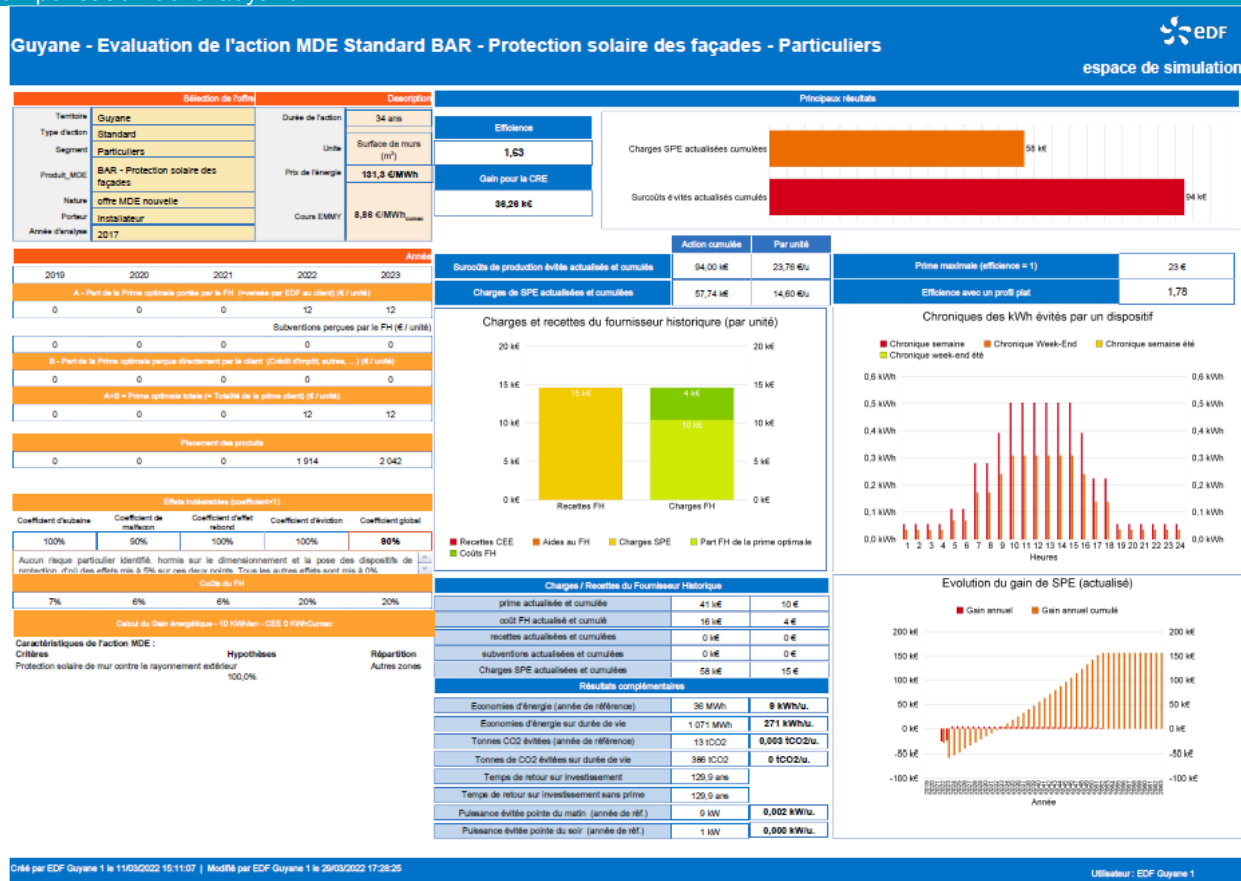
1.2.1.1. Nouvelle action standard « Protection des façades contre le rayonnement solaire ».

Contexte : Plusieurs demandes pour un accompagnement sur ce type d'opération, notamment de bailleurs sociaux ou privés ont été enregistrées depuis la mise en place du cadre territorial de compensation. Dans les pièces de type chambres fortement exposées OUEST notamment, la protection des façades exposées permettrait de réduire l'usage de la climatisation pendant la nuit (température de consigne inférieure).

La solution envisagée correspondrait aux mêmes types de solutions que celles autorisées pour la protection des baies contre le rayonnement solaire, avec, comme principal critère de sélection, un facteur solaire résultant de la façade concernée : bardage en bois, débord de toiture ou tout élément structurel pérenne.

Les niveaux de prime demandé (de 12 €/m² de mur protégé), les charges brutes de SPE, les surcoûts évités et les économies générées par la mise en place de cette action sont résumés dans la figure ci-après.

Figure 1 : Fiche action Protection solaire des façades dans le secteur Résidentiel, dans le cadre territorial de compensation de la Guyane.



Etant donnés les placements observés pour l'isolation de toitures et combles et de murs, l'application de cette action serait, dans un premier temps, uniquement pour la zone littorale (pas de surprime envisagée de façon spécifique pour les communes de l'intérieur pour l'instant).

1.2.2. Secteur Tertiaire et Industrie

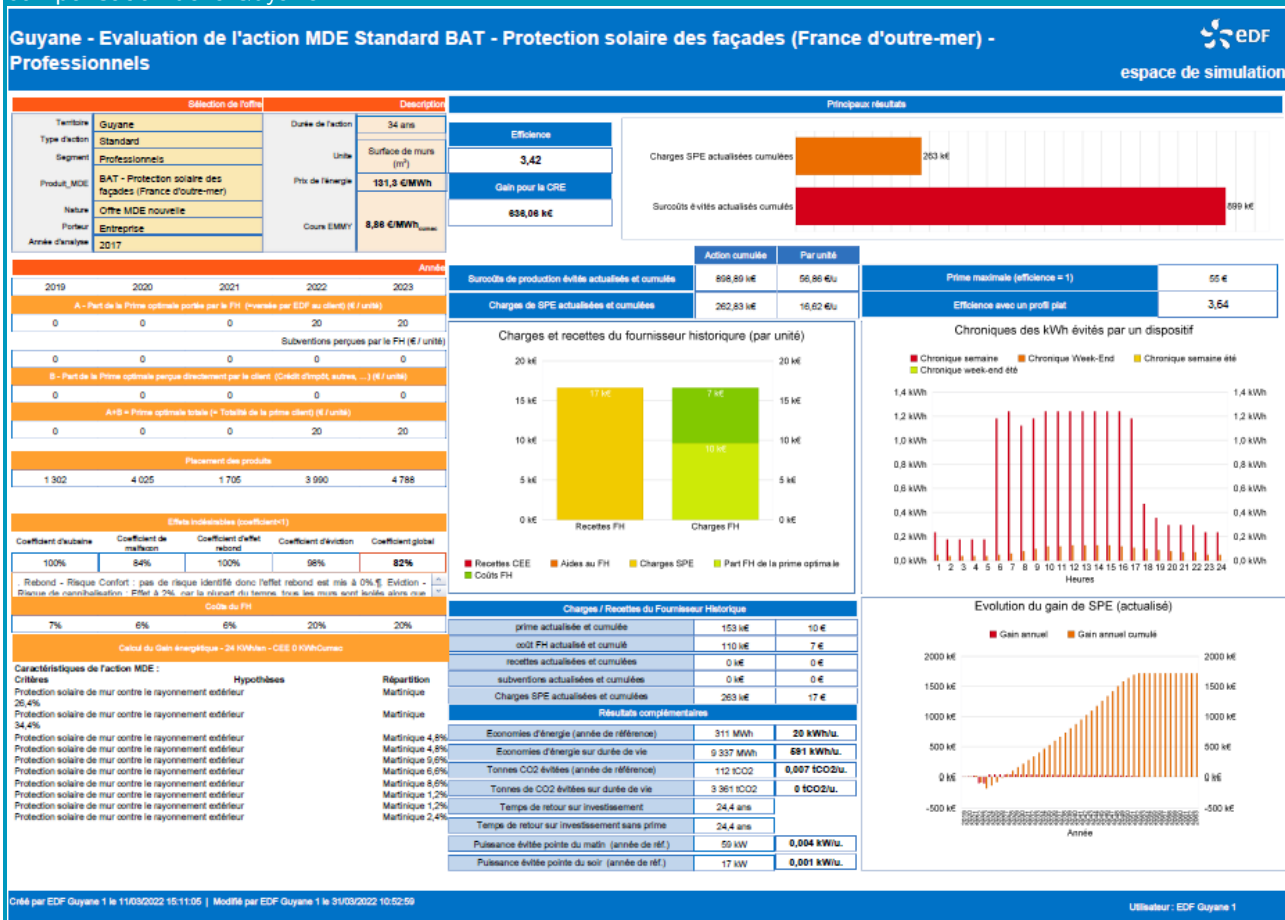
1.2.2.1. Nouvelle action standard « Protection des façades contre le rayonnement solaire ».

Contexte : Plusieurs demandes pour un accompagnement sur ce type d'opération, sur des bâtiments tertiaires (notamment pour des collectivités) ont été remontées depuis la mise en place du cadre de compensation. Dans les espaces fortement exposés EST ou OUEST notamment, la protection des façades exposées permettrait de réduire l'usage de la climatisation (température de consigne inférieure) et d'améliorer le confort à l'intérieur des espaces concernés.

La solution envisagée correspondrait aux mêmes types de solutions que celles autorisées pour la protection des baies contre le rayonnement solaire, avec, comme principal critère de sélection, un facteur solaire résultant de la façade concernée : bardage en bois, débord de toiture ou tout élément structurel pérenne.

Les niveaux de prime demandé (de 20 €/m² de mur protégé), les charges brutes de SPE, les surcoûts évités et les économies générées par la mise en place de cette action sont résumés dans la figure ci-après.

Figure 2 : Fiche action Protection solaire des façades dans le secteur Tertiaire, dans le cadre territorial de compensation de la Guyane.



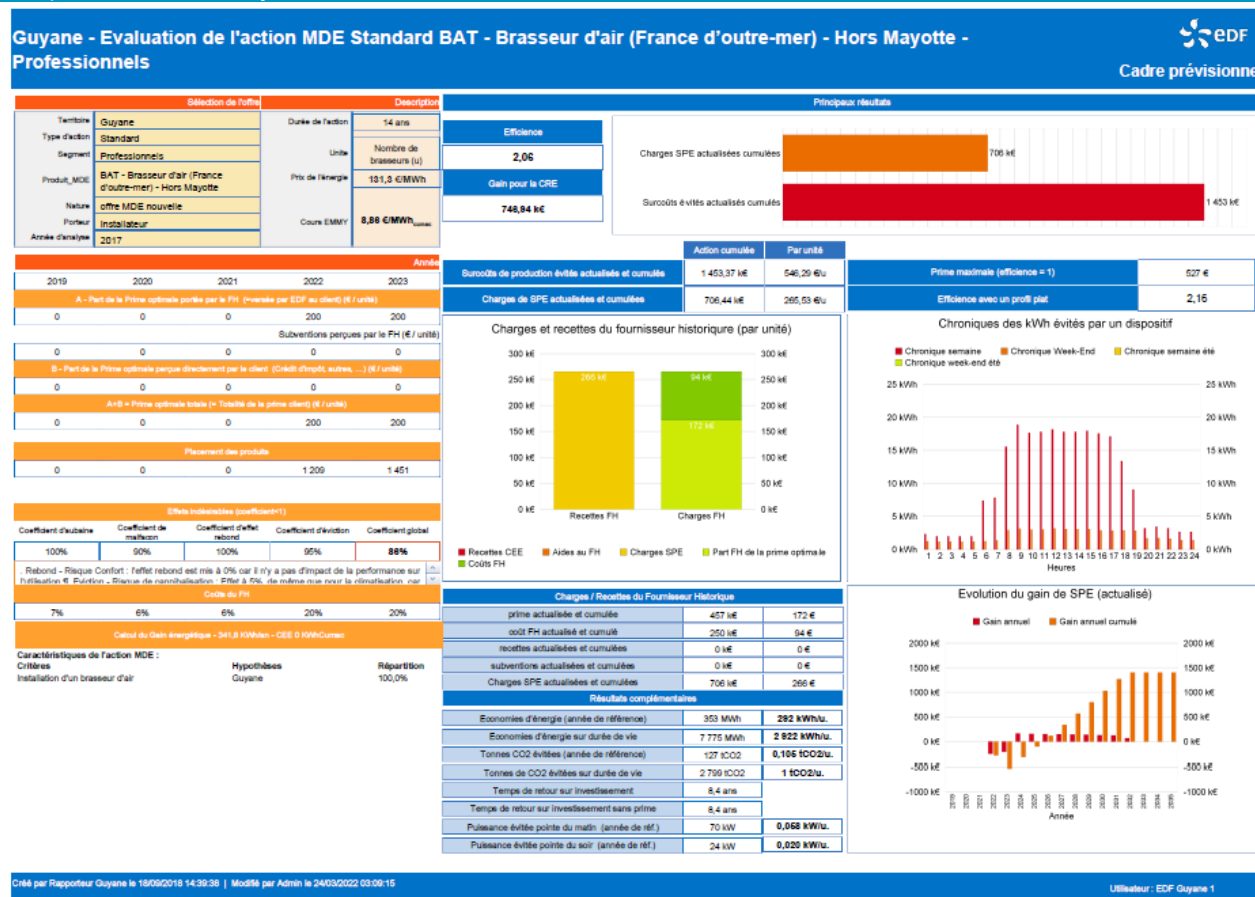
Etant donnés les placements observés pour l'isolation de toitures et combles et de murs, l'application de cette action serait, dans un premier temps, uniquement pour la zone littorale (pas de surprime envisagée de façon spécifique pour les communes de l'intérieur pour l'instant).

1.2.2.2. Nouvelle action standard « Brasseur d'air performant » pour (secteur Industrie)

Contexte : L'idée est de proposer cette offre, déjà déclinée sur les secteurs Résidentiel et Tertiaire, pour le secteur Industriel. Cette offre permettrait peut-être de limiter le recours à la climatisation, tout en apportant un confort thermique.

Les éléments liés à la mise en place de cette action (niveau de prime, charges brutes de SPE, surcoûts évités et les économies générées) sont similaires à ceux du secteur Tertiaire et sont résumés dans la figure ci-après.

Figure 3 : Fiche action Brasseur d'air performant dans le secteur Industrie, dans le cadre territorial de compensation de la Guyane.



L'application de cette action serait, elle-aussi, limitée dans un premier temps à la zone littorale.

1.3. Bilan des autres volets du cadre de compensation

1.3.1. Communication, sensibilisation et accompagnement

En termes de communication, d'accompagnement et de sensibilisation strictement associée au cadre territorial de compensation et à son déploiement, aucune action concertée entre les acteurs du comité MDE n'a abouti en 2021, notamment compte-tenu du contexte sanitaire.

Néanmoins, un **Espace Conseil FAIRE** (ECF) a été porté par l'association AQUAA en 2021. Ce projet, d'un montant total de 60 000 €, a été financé à hauteur de 47 600 € par l'ADEME.

Les Espaces Conseil FAIRE proposent un conseil neutre et gratuit aux particuliers sur la rénovation énergétique des logements.

L'ECF d'AQUAA devait s'étendre sur la totalité du territoire de la Guyane, et devait aussi assurer un relai vis-à-vis de l'animation du tissu des professionnels de la rénovation ainsi que des institutionnels de ce secteur comme l'ADIL ou d'autres structures à identifier sur le territoire. Il devait également proposer des outils régionaux de pré-diagnostic énergétique rapide des logements, ainsi que des supports de communication.

L'association AQUAA porte déjà des missions de promotion et d'intégration du bio-climatisme et du Développement Durable dans la construction, favorise l'émergence de pratiques locales adaptées au contexte guyanais, et capitalise et diffuse les informations sur les opérations et spécificités locales. Ces missions de l'association sont réalisées à travers 4 pôles : le Centre de Ressources du bâtiment, le pôle animation et sensibilisation, le pôle études bâtiments et matériaux et le pôle AQUAA PRO.

Sur l'année 2021, l'Espace Conseil FAIRE était constitué d'1 ETP.

En Janvier 2021, la Collectivité a lancé une **étude de préfiguration** relative à la mise en place d'un **Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique** (SARE) sur l'ensemble du territoire de la Guyane. Ce dispositif de financement vise à soutenir et généraliser la réduction des consommations d'électricité des ménages et des petites entreprises. Il devrait être mis en œuvre en 2022.

L'ambition du SARE Guyane est de couvrir tout le territoire mais de façon appropriée en faisant correspondre les moyens aux enjeux qui sont :

- L'amélioration du confort de tous les habitants,
- L'augmentation de la compétitivité des entreprises,
- L'optimisation de la consommation énergétique du territoire,
- Un développement accru de l'offre de professionnels en « rénovation énergétique ».

L'étude de préfiguration avait pour objectif :

- D'identifier les ressources disponibles capables d'assurer les actes métiers du SARE,
- D'identifier les compétences complémentaires à mobiliser,
- D'assurer la définition de parcours adaptés,
- De construire un plan de déploiement avec des scénarii technico-économiques.

Les résultats de cette étude sont désormais disponibles et ont été présentés lors d'un COPIL tenu au mois d'octobre 2021.

La Collectivité Territoriale de Guyane en tant que porteur associé unique, déploiera seule dans un premier temps le service en Guyane, via le recrutement de 2 ETP et en signant des conventions bipartites avec les structures de mise en œuvre ou en recrutant des prestataires via des marchés publics, en fonction des actes.

Le tableau suivant présente la maquette financière envisagée pour la période 2022-2023 de déploiement du programme SARE.

Mission du porteur territorial	Plafond total des dépenses prises en compte pour estimer le co-financement CEE - SARE	CTG	FEDER (si demande)	CEE
Accompagnement des particuliers	567 277	227 254	56 385	283 639
Conseil au petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux	40 000	13 000	7 000	20 000
Dynamique de la rénovation	531 146	172 622	92 951	265 573
Animation/portage du programme	500 000	250 000	0	250 000
TOTAL	1 638 423	662 876	156 336	819 212

En parallèle de ces actions, le déploiement des programmes CEE sur le territoire permet également une diffusion de la sensibilisation à la question MDE/EE à destination d'un large panel d'acteurs (Entreprises, collectivités, ménages en situation de précarité énergétique, bailleurs sociaux). Les ménages non précaires sont, cependant, souvent peu sensibilisés aux questions de MDE/EE et surtout peu informés des dispositifs existants. Il en est de même pour les TPE et PME-PMI, qui sont néanmoins abordées au travers du programme SEIZE, avec lequel le comité MDE a signé une convention en 2021.

Le Fournisseur Historique, sur le premier semestre de l'année 2022, a entamé le déploiement des actions de communications autour des actions emblématiques du cadre territorial de compensation, notamment pour le secteur Tertiaire, et également sur le déploiement d'offres sur les brasseurs d'airs performants (secteurs Résidentiel et Tertiaire).

Enfin, le comité MDE a pris des dispositions afin que des points de communication autour du cadre territorial de compensation soient définis au cours de l'année 2022. La DGTM a d'ailleurs mentionné pouvoir participer à l'effort de financement d'une campagne de communication, à définir, dans ce contexte, sur le cadre territorial de compensation.

1.3.2. Résultats des études

Conformément aux exigences des services de la CRE et à ce qui avait été défini lors de la mise en place du cadre territorial de compensation, le comité MDE de Guyane a fait réaliser, au cours du second semestre 2021, une étude relative à l'élasticité des primes et à la mesure de satisfaction clients.

Bien que n'apportant pas d'éléments d'étude de marché ou sur les taux d'équipement, les conclusions de ces études ont permis d'avoir une meilleure lisibilité de la perception des offres par les clients et de jauger de l'efficacité des choix faits, en termes de niveaux de prime sur les offres interrogées.

Secteur Résidentiel

Pour le secteur Résidentiel, les actions suivantes ont été testées :

- Climatisation performante de classe énergétique A+++
- Appareils de réfrigération ménagers
- Brasseurs d'air
- Isolation de toitures et combles
- Isolation de murs et façades

L'objectif était d'aider le comité MDE à affiner ses propositions d'actions pour proposer des offres pertinentes qui répondent aux attentes des clients et de définir les niveaux de primes optimums pour inciter à l'investissement sans susciter d'effet d'aubaine. Elle a donc été menée avec 6 principaux axes de sondage :

1. Evaluer le niveau de connaissance des offres MDE et l'intérêt accordé.
2. Mesurer le niveau de satisfaction vis-à-vis des offres auprès des bénéficiaires.
3. Recueillir les attentes prioritaires concernant les offres MDE.
4. Identifier les freins et leviers vis-à-vis des offres, et les facteurs déclencheurs.
5. Mesurer le montant de prime optimal à proposer pour l'offre.
6. Capter la légitimité du rôle d'EDF et du comité MDE de Guyane et l'image induite des offres MDE.

L'étude a été menée auprès d'un échantillon de 250 particuliers, représentatif des particuliers Guyanais, de la zone littorale, propriétaires de leur résidence (maison ou appartement), dans le cadre d'une interview de 15 minutes. Afin de contenir le temps de passation du questionnaire, chaque répondant pouvait être exposé à 2 offres maximum.

De façon globale, il ressort de l'étude, toutes offres confondues, **que la communication autour des offres doit être axées autour de la réduction *in fine* des consommations et donc de la facture d'électricité.**

Action BAR- Climatisation performante de classe énergétique A+++

Il ressort de cette étude que, de façon globale, 80 % des Guyanais pourraient être sollicités pour bénéficier de cette offre, puisque seuls 40 % sont équipés de climatiseurs, avec une petite moitié d'entre eux qui bénéficient d'un appareil de classe A+++.

Si, parmi le public intéressé par cette offre, l'évocation d'une prime conduit à une estimation de prime optimale proche de 500 €/appareil (on descend à 20 % de personnes concernées en dessous de ce montant), celle-ci ne constitue pour autant pas un levier au déclenchement de l'acte d'achat, dont le principal levier est l'amélioration du confort dans le logement.

Action BAR- Appareils de réfrigération ménagers (de classe A++ ou A+++)

Il est à noter que l'étude n'a pas précisé la classe énergétique des appareils.

Néanmoins, il en ressort que peu de personnes sont intéressées par cette offre, qui apparaît peu incitative.

La quasi-totalité des foyers Guyanais est équipée d'un appareil de réfrigération, avec un taux de satisfaction très élevé (83 à 100 % de personnes satisfaites), basé essentiellement sur le bon fonctionnement de l'appareil, ce qui fait que, même à l'évocation d'une prime, peu de personnes se montrent intéressées par l'offre, qui ne représente qu'environ 10 % du coût total, là où les attentes sont aux alentours de 50 % du coût total, avec une prime qui devrait être, idéalement, nécessairement supérieure à 200 €/appareil pour être incitative.

Action BAR- Brasseur d'air

Il est à noter que cette offre n'est pas encore déployée sur le territoire de la Guyane, mais en passe de l'être début 2022. L'objet de l'étude était essentiellement de recueillir des informations susceptibles d'orienter les modalités pratiques de mise en œuvre de l'offre.

Sur cette base d'offre MDE inexistante sur ce volet, on note tout de même un taux d'équipement pour les brasseurs d'air (toutes qualités confondues), de 14 %, avec une petite moitié seulement qui est satisfaite de son installation. Si l'amélioration du confort thermique à moindre coût (comparativement au climatiseur) est le principal levier susceptible de déclencher l'achat, l'évocation d'une prime ne motive qu'une moitié des sondés, avec un niveau de prime qui devra se situer entre 150 et 200 €.

Action BAR- Isolation de combles ou de toitures (France d'outre-mer)

Il ressort de l'étude sur cette offre deux éléments notables. D'une part, il existe un flou autour du coût des travaux d'isolation pour les personnes ayant bénéficié de l'offre (et donc du niveau de prime), et, d'autre part, les personnes ayant bénéficié de l'offre MDE témoignent être moins satisfaites que celle ayant bénéficié d'une offre non issue du cadre territorial de compensation.

La notoriété de l'offre est, ici, beaucoup plus marquée que sur les autres offres, sans doute du fait d'une grande campagne de publicité qui avait été menée, en 2018, par le fournisseur historique dans le cadre de ses offres AGIR PLUS.

Avec une prime actuelle à 14 €/m² pour les particuliers non précaires, le comité MDE, au travers du cadre territorial de compensation, apparaît comme peu compétitif en comparaison au niveau de prime escompté, qui se situe aux alentours de 25 €/m².

Action BAR- Isolation des murs (France d'outre-mer)

L'objectif sur cette offre, spécifiquement, était d'identifier les principaux freins au déclenchement, étant observé un placement quasiment nul sur cette offre.

Il ressort en effet des interviews que seuls 4 % des foyers Guyanais ont déjà réalisé des travaux d'isolation de murs ou de façades, avec un taux de personnes intéressées d'à peine 7 %.

Les freins identifiés sur cette offre sont :

- Un rapport bénéfice/investissement trop faible (51 %),
- Un montant de prime trop faible (16 %)
- Des désagréments liés aux travaux (12 %)
- Pas de nécessité (11 %)
- Autres (10 %)

La connaissance du coût moyen total de cette prestation étant assez flou, l'évocation d'un niveau de prime entre 30 et 35 €/m² reste peu incitative, avec seulement 1/3 des prospects intéressés.

Secteurs Tertiaire/Industrie

Concernant les secteurs Tertiaire/Industrie, seule l'offre de climatisation performante de classe énergétique A+++ a fait l'objet d'une étude, dont l'objectif était, comme pour le secteur Résidentiel, de recueillir, d'une part, le niveau de connaissance et de satisfaction des professionnels vis-à-vis de l'offre susmentionnée et de tester, d'autre part, l'élasticité du niveau de prime et la satisfaction sur cette offre, de façon à définir une offre optimale tant en termes de contenu que de montant de la prime associée.

Au total, 100 interviews de 15 minutes ont été réalisées du 14 au 29 octobre 2021, auprès d'un échantillon représentatif des entreprises guyanaises de la zone littorale, de toutes tailles, des secteurs Tertiaire et Industrie.

Il ressort de cette étude que, de façon globale, les entreprises sont de plus en plus concernées par la question de l'efficacité énergétique au sein de leurs structures, ce qui constitue un contexte favorable au déploiement des actions du cadre territorial de compensation.

Concernant l'offre de climatisation performante de classe énergétique A+++ de façon plus spécifique, il ressort que le gisement de prospect se situe préférentiellement du côté des petites entreprises plutôt que chez les grandes, qui ont souvent déjà bénéficié de l'offre par le biais de la marque AGIR PLUS d'EDF.

Bien qu'il permette de conforter, voire accélérer un projet d'équipement ou de renouvellement, le montant de la prime, de 500 € pour un appareil de 9 000 BTU/hr de puissance et de 660 € pour un appareil de 12 000 BTU/hr de puissance (aucune puissance supplémentaire n'est disponible en classe A+++ sur le marché Guyanais), ne constitue pas un effet d'aubaine pour les entreprises, dont les **principales raisons de s'équiper** ou d'installer une climatisation performante **concernent l'amélioration du confort des locaux et la nécessité de remplacer un ancien équipement**.

Au final, le montant de prime attendu est autour de 500 €, pour 9000 BTU/hr de puissance, de façon à toucher un maximum de prospects, avec la nécessité que la prime couvre à minima 1/3 du coût total de l'équipement, installation comprise.

De façon globale, il ressort également qu'un bon levier à mettre en avant dans la présentation des offres est le gain financier in fine, via la baisse des factures d'énergies.

1.3.3. Programmes CEE

L'objet de ce paragraphe est de répertorier l'ensemble des programmes CEE de sensibilisation aux économies d'énergie en vigueur au cours de l'année 2021, sur le territoire de la Guyane.

1.3.3.1. WATTY à l'école.

Le programme WATTY à l'école est un programme d'information, porté par ECO CO2, qui vise à sensibiliser les enfants d'établissements scolaires primaires et secondaires aux économies d'eau et d'énergie, via des ateliers menés en classe.

Budget total de 8 M€ / Volume de CEE : 1 600 GWh cumac.

Déployé sur la Guyane par les associations AQUAA et MAMABOBI, ce programme a permis, pour l'année scolaire 2020-2021, de réaliser des ateliers à destination de plus de 3 000 élèves, répartis sur 169 classes, dans les écoles de Guyane.

Convention signée le 18/12/2018 (EDF/ECO CO2).

- Montant total financé par EDF SEI Guyane : 425 k€, répartis sur les années scolaires 2018-2019 ; 2019-2020 et 2020-2021.

Le financement EDF Guyane pour l'année 2021 s'élève à environ 92,69 k€.

Une nouvelle convention a été signée en janvier 2022 entre EDF SEI Guyane et ECO CO2 pour les années scolaires 2021/2022 et 2022/2023, pour une prolongation du programme WATTY sur l'ensemble du territoire, et notamment avec un déploiement sur les communes de l'intérieur.

1.3.3.2. ECCO DOM : Maitrise des charges Energétique, de la Climatisation et du Confort thermique des logements sociaux en Départements d'Outre-Mer.

Ce programme, porté par l'USHOM et le CSTB, vise à sensibiliser, informer et former les usagers du parc locatif social et des bureaux du secteur tertiaires (collectivités partenaires et bailleurs sociaux) aux écogestes et économies d'énergie. Ce programme regroupe une phase d'instrumentation avec suivi au compteur de certains et un accompagnement par des opérations pédagogiques.

Budget total : 7,3 M€ / Volume total de CEE : 1 458 GWh cumac.

Pour la Guyane, à ce jour, on dénombre 155 logements suivis, dont 35 instrumentés dans le cadre de ce programme.

Convention signée le 26/11/2020 (EDF/ADEME/USHOM/CSTB)

- Montant total à financer par EDF SEI Guyane : 1 278,5 k€.
Le financement EDF Guyane pour l'année 2021 s'élève à environ 961,47 k€.

1.3.3.3. OMBREE : Outre-Mer pour des Bâtiments Résilients et Economes en Energie.

Ce programme, porté par l'Agence Qualité Construction (AQC), vise à réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments résidentiels et tertiaires par des actions de sensibilisation, d'information et de formation via une plateforme numérique, l'organisation d'ateliers de sensibilisation et l'accompagnement de 10 projets dans le cadre d'un appel à projets.

Budget total : 4,6 M€ / Volume total de CEE : 918 GWh cumac.

Initialement prévu jusqu'en 2022, le programme va être prolongé jusqu'en 2025, avec l'intégration du suivi de la plateforme à développer, dans le cadre du programme PROFIL. Il ne fait, cependant, pas l'objet d'une communication grand public.

Convention signée le 12/06/2020 (EDF/ADEME/Etat/AQC)

- Montant total à financer par EDF SEI Guyane : 1 147,5 k€.
Le financement EDF Guyane pour l'année 2021 s'élève à 391,51 k€.

1.3.3.4. SEIZE : Sensibilisation aux Economies d'énergie des entreprises et collectivités des Iles et Zones non interconnectées au réseau Electrique.

Ce programme, porté par ECO CO2, vise une accélération de la prise de conscience des enjeux climatiques par des actions de sensibilisation et d'information, à favoriser l'engagement par des outils de mesures et d'analyse des consommations d'énergies et à instaurer des changements effectifs durables des comportements en ciblant les professionnels (PME-TPE et collectivités).

L'objectif est de sensibiliser 15 300 entreprises, et d'en engager 7800 dans une démarche proactive de maîtrise de leur consommation, via l'instrumentation de 3900 d'entre elles.

Budget total : 15,3 M€ / Volume total de CEE : 3 056 GWh cumac.

Initialement prévu jusqu'en 2022, ce programme a été prolongé jusqu'en décembre 2024.

A ce jour, pour la Guyane, 70 ateliers de sensibilisation ont été déployés, aucune entreprise n'est instrumentée mais l'instrumentation est en cours pour 4 d'entre elles, sur 25 entreprises suivies dans le cadre du programme.

Convention signée le 12/05/2021 (ECO CO2/Comité MDE).

- Montant total à financer par EDF SEI Guyane : 573 k€, générant 114,6 GWh_{cumac} de CEE.
Le financement EDF Guyane pour l'année 2021 s'élève à environ 181,78 k€.

1.3.3.5. CLIM'ECO : Sensibilisation aux Economies d'énergie des ménages, professionnels du froid et bailleurs.

Ce programme, porté par l'Association Française du Froid, vise à sensibiliser, former et accompagner les acteurs professionnels de la climatisation ainsi que les propriétaires et gestionnaires d'équipements en vue de réduire et optimiser les consommations d'énergie liées à l'usage de la climatisation dans les territoires d'outre-mer.

Budget total : 4,76 M€ / volume total de CEE : 952 GWh cumac.

Il porte ainsi sur 3 volets :

- La formation des frigoristes en charge de la maintenance et de l'entretien des climatiseurs (objectif pour la Guyane de 182 frigoristes et 208 propriétaires et gestionnaires formés aux éco-pratiques et écogestes),
- Le marquage des appareils existants et à installer (objectif pour la Guyane de 15 600 équipements),
- La formation des utilisateurs à travers la mise en place d'une plateforme d'information, la rédaction d'un guide interactif et le marquage énergétique des équipements.

Initialement prévu jusqu'en décembre 2022, le programme a été prolongé jusqu'au 31/12/2023, notamment du fait du contexte sanitaire. Aucune action de communication grand public n'est prévue, associée à ce programme.

Aucune convention n'a été signée entre le porteur du projet et le comité MDE ni aucun de ses membres. Le programme, est néanmoins suivi par l'ADEME.

1.3.3.6. ZESTE : Sensibilisation aux Economies d'énergie des ménages d'outre-mer.

Porté par SONERGIA et déployé par les associations SOLIHA locales, ce programme vise à mener des actions d'informations et de sensibilisation des ménages sur les actions possibles d'économies d'énergie. Il cible des actions menées auprès de 25 000 ménages sur l'ensemble des ZNI.

Budget total de 6,665 M€ / volume total de CEE : 1 333 GWh cumac.

Ce programme n'a fait l'objet d'aucune convention avec le comité MDE ou l'un de ses membres, mais est néanmoins suivi par l'ADEME.

Ce programme, initialement prévu jusqu'au 31/12/2022, devrait prendre fin à cette échéance. Présentant énormément de points communs avec le programme SARE, la DGEC n'a pas souhaité le prolonger.

1.3.3.7. ACTEE 2 : Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique.

Le programme ACTEE 2, porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), vise à faciliter la rénovation énergétique des bâtiments publics tertiaires. En 2021, un appel à projets nommé PALETUVIER, spécifique aux territoires ultramarins éligibles aux certificats d'économie d'énergie (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon), a été lancé pour leur permettre d'établir une stratégie ambitieuse et pérenne pour agir sur leur consommation énergétique et respecter le décret éco-énergie tertiaire qui s'applique dans leur périmètre. Une seconde session (PALETUVIER 2) a par ailleurs été lancée début 2022.

Budget total : 100 M€ / Volume total de CEE 20 000 GWh cumac.

Ce programme n'a fait l'objet d'aucune convention avec le comité MDE ou l'un de ses membres, mais est néanmoins suivi par la DGTm.

Le Tableau 1 présente une vue synthétique des programmes mentionnés, en cours de déploiement sur le territoire de la Guyane.

Tableau 1. Présentation synthétique des programmes CEE en cours de déploiement sur la Guyane

Pro-grammes	WATTY à l'école	OMBREE	ECCO DOM	SEIZE	ZESTE	CLIM'ECO	ACTEE 2
Porteur	ECO C02	Agence Qualité Construc-tion	CSTB & USHOM	ECO C02	SONERGIA	Association Française du Froid	FNCCR
Finan-ceurs	EDF SEI Guyane	EDF	EDF & Loris ENR	EDF / TOTAL / RUBIS / CAP / SARA / SRPP / Vitogaz / ENGEN / Vito Corse	TOTAL	ENGIE & Vivo Energy	Seolis/ Alterna/ Economie d'éner-gie SA / ENI Gas&Power, ES Strasbourg, UEM, SICAE OISE/ VIALIS/ENGIE/Gaz de Bordeaux /

							TOTAL Marketing France / EDF
Budget	8 M€	4,6 M€	7,3 M€	15,3 M€	6,665 M€	4,76 M€	100 M€
Thème	Education aux économies d'énergie	Bâtiment - Innovation	Bâtiment – Précarité	Bâtiment – Massification	Bâtiment – Massification	Formation	Bâtiment – Massification
Cible	Scolaires second degré	Tout public	Locataires et bailleurs sociaux ; collectivités	TPE- PME/PMI et collectivités	Locataires et propriétaires, selon les actions	Ménages, professionnels du froid, climatisation et gestion immobilière	Collectivités (rénovation des bâtiments publics tertiaires)
Interaction avec d'autres programmes	Non	Non	SARE sur la communication	SARE sur les actions	SARE et SLIME sur les actions	Non	Non
Convention signée avec le comité MDE	Non	Non	Non	Oui, en mai 2021	Non	Non	Non
Date de fin	2023	2023	2023	2024	2022	2023	2023

1.3.4. Contrôles

1.3.4.1. Contrôles administratifs.

Les contrôles administratifs correspondent à des vérifications des dates, de documentations techniques, de validité des éléments, qui sont effectués par les animateurs filières et chargés d'affaires du Fournisseur Historique. Ces contrôles sont réalisés, à différents niveaux, de façon systématique sur l'ensemble des dossiers.

Pour le BtoC, qui englobe un grand nombre de dossiers, un outil de digitalisation et d'automatisation d'une partie des contrôles et vérification a été développé. La validation finale reste néanmoins à la main des animateurs de filières.

	BtoC	BtoB					
		IC < 10k€		10 ≤ IC < 20k€		20k€ ≤ IC	
		Standard	Non standard	Standard	Non standard	Standard	Non standard
Nombre total de dossiers	18 008	1	1	3	0	8	0
Taux de contrôles admin. (%)	100%	100%	100%	100%	–	100%	–

IC : Incitation Commerciale

BtoC : marché de masse (particuliers, particuliers précaires, « petit » tertiaire d'entreprises ou collectivités)

BtoB : marché d'affaires (Entreprises, Collectivités, Industries)

1.3.4.2. Contrôles terrain.

En complément des contrôles administratifs, des contrôles sur site sont réalisés de façon à vérifier le respect des critères d'éligibilité aux primes d'économies d'énergie et à l'efficacité et à la qualité des installations.

Ces contrôles sont réalisés de façon systématique pour les affaires du BtoB et de façon aléatoire, sur un pourcentage minimal de 10 % des dossiers, pour le BtoC.

On note une forte augmentation du taux de contrôles terrain B2C (environ 17 % en 2021 vs. 2,5 % en 2020). Ceci est dû à la mise en place effective des nouveaux contrats avec les bureaux d'études et nouveau processus contrôles en vigueur.

	BtoC	BtoB					
		IC < 10k€		10 ≤ IC < 20k€		20k€ ≤ IC	
		Standard	Non standard	Standard	Non standard	Standard	Non standard
Nombre total de dossiers	18 008	1	1	3	0	8	0
Taux de contrôles admin. (%)	16,96%	100%	100%	100%	–	100%	–

IC : Incitation Commerciale
 BtoC : marché de masse (particuliers, particuliers précaires, « petit » tertiaire d'entreprises ou collectivités)
 BtoB : marché d'affaires (Entreprises, Collectivités, Industries)

1.3.4.3. Contrôles par contact.

Un contrôle contact est un contrôle effectué par téléphone qui consiste à vérifier auprès du client final si l'opération MDE a bel et bien été réalisée. Aucun contrôle par contact n'a été effectué pour l'année 2021, cette modalité ayant été introduite en fin d'année 2021 par le PNCEE et ne rentre en vigueur qu'en 2022.

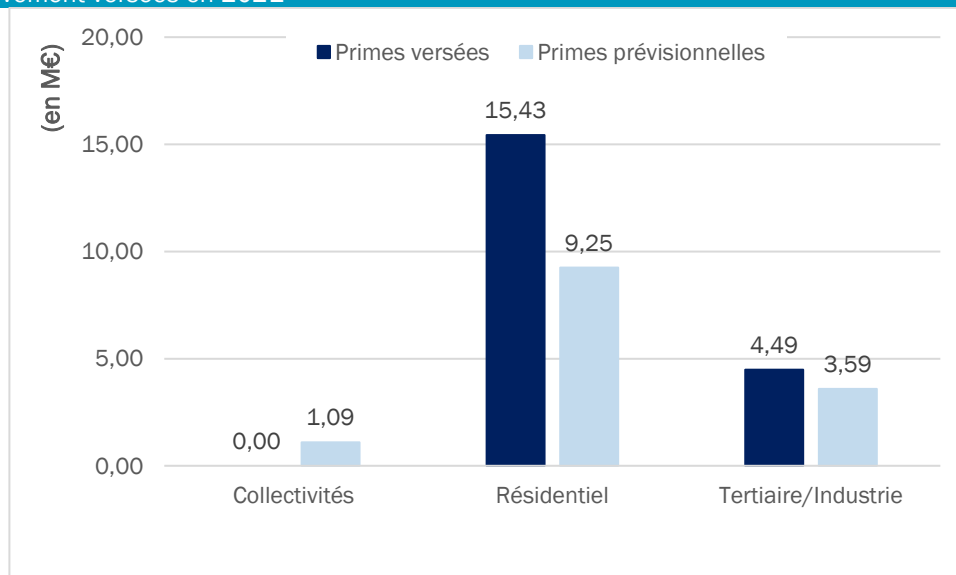
1.4. Comparaison sur l'année 2021 entre les objectifs réalisés et prévisionnels

1.4.1. Actions standard :

Primes

La Figure 4 présente une comparaison, par segment de clientèle, des primes versées en 2021 avec celles prévisionnelles envisagées dans le cadre initial, pour les actions standard.

Figure 4 : Comparaison par segment de clientèle des primes prévisionnelles du cadre de compensation et des primes effectivement versées en 2021

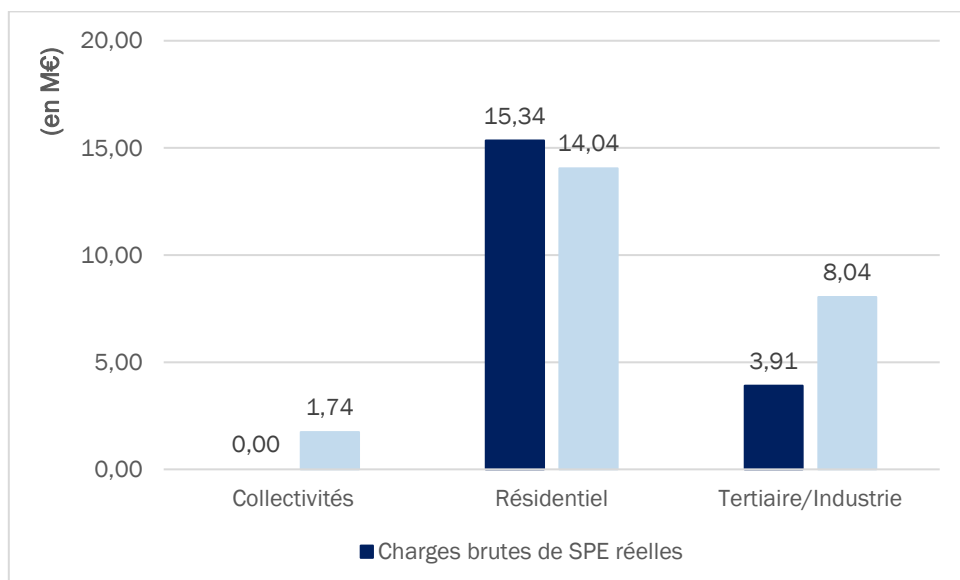


On note un total de 19,92 M€ de primes versées en 2021, contre 13,93 M€ initialement envisagés. Soit un dépassement de 43 % du prévisionnel. On note globalement une répartition des primes majoritairement en faveur des clients particuliers, avec une absence totale de primes sur des actions de rénovation de l'éclairage public sur la Guyane (seule action fléchée sur le segment Collectivités dans le cadre territorial de Guyane).

Charges brutes :

La Figure 5 présente une comparaison, par segment de clientèle, des charges brutes de SPE de l'année 2021 avec les données prévisionnelles du cadre initial pour la même année.

Figure 5 : Comparaison par segment de clientèle des charges brutes de SPE engendrées par les actions déployées en 2021



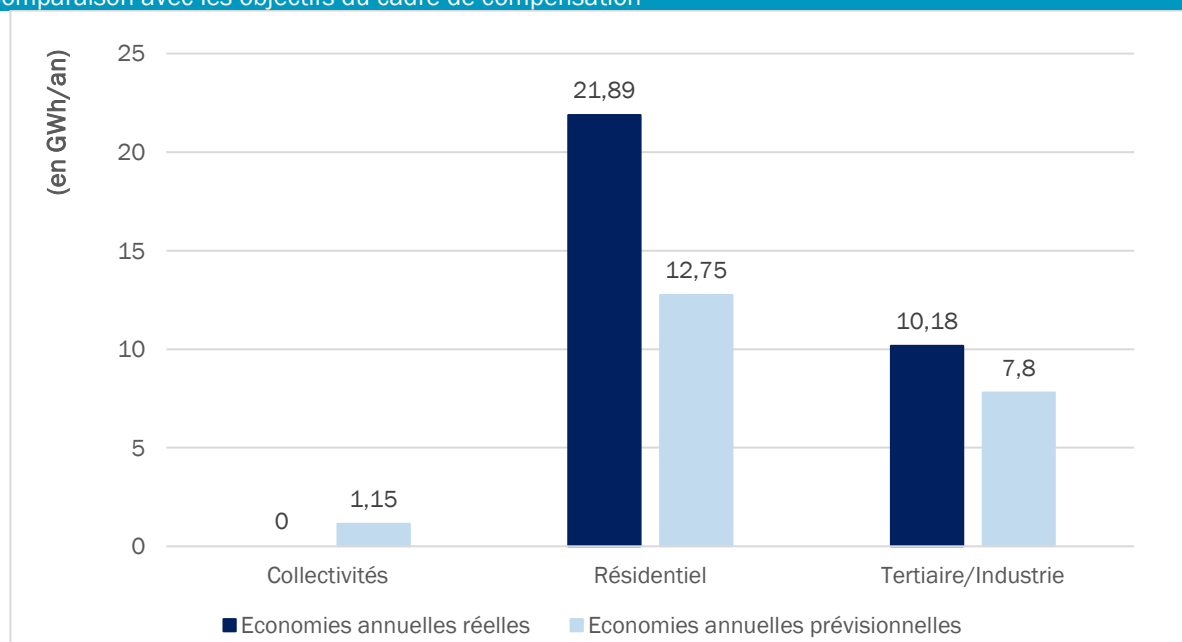
On note un total de 19,24 M€ de charges de SPE dépensées pour l'année 2021, contre 23,93 M€ initialement envisagé. Soit une baisse de près de 24 %, malgré un montant total de primes plus important que ce qui avait été envisagé.

L'écart noté entre les charges de SPE réelles et prévisionnelles s'explique notamment par un accent porté sur les actions à plus forte efficacité, surtout sur le secteur Tertiaire/Industrie, avec des recettes CEE plus conséquentes sur ces secteurs.

Economies d'énergie :

La Figure 6 présente les économies d'énergie réelles de l'année 2021 comparées aux économies prévisionnelles, toujours par segment de clientèle.

Figure 6 : Economies d'énergie induites par les actions réalisées en 2021 par segment de clientèle (en GWh/an) et comparaison avec les objectifs du cadre de compensation



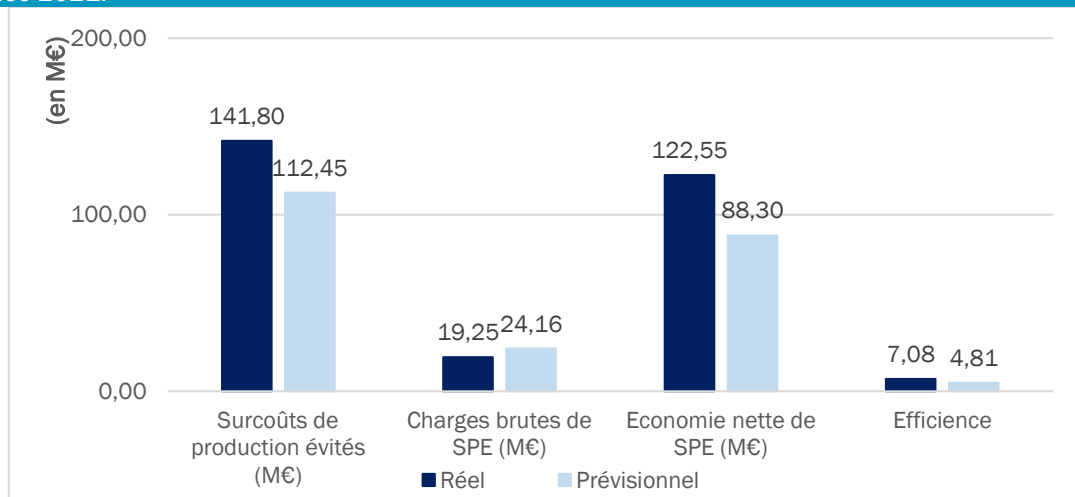
On enregistre un total de 32,07 GWh d'économies d'énergie pour l'année 2021, contre un prévisionnel initial d'un peu moins de 22 GWh (+ 45 %), réparties entre les secteurs Résidentiel et Tertiaire/Industrie.

Ces économies d'énergie ont permis de réduire les émissions de l'ordre de 12 390 tonnes de CO₂.

Vue synthétique du bilan

La Figure 7 présente une vue d'ensemble des surcoûts de production évités, des charges brutes de SPE, de l'économie nette de SPE qui en découle, ainsi que de l'efficacité globale associées aux actions standard déployées au cours de l'année 2021, comparativement aux données prévisionnelles.

Figure 7 : Bilan des actions standard de MDE et comparaison par rapport aux objectifs du cadre de compensation pour l'année 2021.



Comme pour les trois années précédentes de déploiement du cadre territorial de compensation, on note des charges de SPE inférieures aux données prévisionnelles (de l'ordre de - 20 %), avec des surcoûts de production évités supérieurs à l'attendu d'environ 26 %, générant ainsi une économie nette de 122,55 M€ contre les 88,30 M€ initialement envisagés (+ 38,7 %) et une excellente efficience globale du cadre de 7,08, soit nettement supérieure à celle initialement prévue de 4,81.

Ces résultats sont en accord avec les résultats observés de placements, qui sont globalement en hausse par rapport aux objectifs et par rapport à l'année 2020, sur des actions qui, de plus, ont une bonne efficience.

1.4.2. Actions non standard

La Figure 8 présente un bilan des primes, charges brutes de SPE et économies d'énergie associées aux actions non standard déployées en 2021.

Figure 8 : Bilan des actions non standard de MDE et comparaison par rapport aux objectifs du cadre de compensation



Tout comme les deux années précédentes, on note un faible recours aux actions non standard, comparativement à ce qui avait été envisagé. Ceci s'explique notamment par le fait que beaucoup d'actions récurrentes, menées avant la mise en place du cadre territorial de compensation, ont été standardisées.

2. ANNEXE

2.1. Détails des actions non standards selon délibération de la comptabilité appropriée

La seule action non standard répertoriée en 2021 correspond à la mise en place d'un système de climatisation centralisée de type DRV, dont le dossier technique et les fiches techniques figurent ci-après.

Ce système a permis d'économiser 11 MWh/an en comparaison à un système de type multi split qui aurait été, sinon, employé. La prime allouée à cette action s'élève à 6 072,57€, pour des surcoûts évités de 24 588€.

La fiche ci-après regroupe l'ensemble des éléments relatifs à l'action.